

La voix de l'opposition de gauche

Le 31 mai 2017

CAUSERIE

Je bâcle la causerie parce que j'en ai plus que marre.

Quelques réflexions en vrac

1- Poutine aurait pu moucher le roquet Macron en détaillant la propagande et les fake news, la désinformation quotidienne de l'AFP, mais il s'en est abstenu, préférant s'en tenir à une stratégie qui consiste à laisser chacun s'exprimer comme il l'entend, ce qui est interprété par ses ennemis comme une faiblesse, du coup ils sont tentés de se lâcher ou s'expriment ouvertement, pour plus tard subir une réponse cinglante qui les clouent sur place en dévoilant leur duplicité ou leurs grossiers mensonges.

C'est une stratégie que j'utilise aussi, et je dois dire que cela marche assez bien pour démasquer les personnes particulièrement arrogantes ou méprisante qui sont animés de mauvaises intentions, et qui en profitent pour étaler leur crétinisme comme vous avez pu le constater récemment.

2- Macron est un roturier recruté par l'aristocratie, les travailleurs doivent le savoir, c'est un raté, un type insignifiant, superficiel, vide, creux et sans pouvoir que les médias surdimensionnent ou gonflent artificiellement pour faciliter l'exercice de son mandat et protéger ses parrains. Il n'a aucune personnalité, même sa façon de serrer la main ou marcher est composée et sonne faux, tout sonne faux chez lui, tout est faux, composé, fabriqué pour servir son ambition et assumer un rôle peu enviable au service de ses maîtres qui veillent sur lui jour et nuit. Et ne parlons pas de sa vieille nounou sur laquelle il vaut mieux éviter les gros plans, enlevez-lui sa lampe à bronzer et il ne restera plus qu'une vieille peau ridée, pendante et hideuse, imaginez un instant le tableau le matin au réveil ou en sortant de la douche...

3- Quand on prend connaissance d'une info ou d'une donnée, la première chose à faire est d'être très circonspect ou de n'en tirer aucune conclusion hâtive, sinon vous prenez le risque de vous ridiculiser auprès de votre auditoire, qui ne pourra pas ou plus vous prendre au sérieux. Autrement dit la retenue et la réflexion sont fortement conseillers. Cela s'impose particulièrement en présence d'infos semblant aller dans le sens de votre propre analyse, pour ne pas aller d'illusions en désillusions en permanence et étaler publiquement votre crédulité ou votre ignorance. Il y a ainsi des militants qui sans faire preuve du moindre discernement sautent sur la moindre info qui justifierait à leurs yeux leur ligne politique. Bref, qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour se prouver qu'on a toujours raison, comportement aussi infantile que futile qui témoigne un manque de maturité politique ou de maturité tout court, ce qui est déplorable à un âge déjà avancé ou lorsqu'on est persuadé d'avoir atteint un certain niveau de conscience... plutôt défaillant.

4- L'avant-garde : C'est toujours trop tard à la soupe ou la faute à une sorte de fatalité contre laquelle on ne pouvait pas lutter, un acharnement du mauvais sort qui s'abat soudain sur vous ! C'est quand l'assiette est vide ou que les carottes sont cuites, que la guerre est déclenchée qu'ils constatent que cela devait arriver un jour ou l'autre et que finalement on n'y peut rien. Avant, non !

Prenez le cas de Stéphane Lardy ex-dirigeant de FO qui vient d'être recruté pour le ministère du Travail du régime oligarchique. En 2016 en pleine discussion de la loi El Khomri, il avait déjà été

nommé par le gouvernement Valls à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). En janvier 2013, quand François Chérèque (CFDT) fut nommé à l'IGAS, Mailly avait déclaré " Cela ne donne pas une image d'indépendance syndicale" (lire plus loin les détails), on doit donc en déduire que FO "ne donne pas (non plus) une image d'indépendance syndicale", c'est un euphémisme. Aucun syndicat en réalité n'est indépendant de l'Etat et du capitalisme. Pratiquement à la même époque ce fut au tour de Lepaon (CGT) d'être recyclé par le gouvernement à l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI).

Et après, certains osent (tout) nous dire qu'il faudrait défendre les syndicats indépendants, mais ils sont introuvables, ils n'existent pas, ils sont tous corrompus ! Ce nouvel épisode met en relief ce que nous savions, dénoncions, combattions férocement et qui nous a valu des insultes de la part de ceux qui couvrent ces agents du capital, qui se sont compromis avec eux. Gageons que cela va alimenter la crise à l'intérieur des différents partis ouvriers dont la collusion avec la direction de FO est avérée.

5- En 1978, l'OCI avait célébré le 40e anniversaire de la proclamation de la IVe Internationale en organisant une conférence à la Mutualité à Paris. En mai 2017, J-J. Marie du POID (Tendance communiste internationaliste) a célébré le centenaire de la révolution russe dans un local en Belgique devant une poignée de militants. On ne peut pas parler d'une conférence dans ces conditions-là, disons plutôt qu'il s'est livré à un exposé intéressant et bien structuré que j'ai téléchargé et visualisé lentement afin de réfléchir à plusieurs questions.

C'était un J-J. Marie bien vieux et bien fatigué, qui, s'il insista sur le rôle déterminant de Lénine lors de la révolution russe, fit pratiquement passer à la trappe Trotsky, ce qui pour un trotskyste était assez inattendu, mais peut-être justifié. Il ne faut pas oublier que si Lénine a réorienté la direction du parti bolchevik à son retour en Russie en avril 1917 en lui fixant pour objectif la préparation de l'insurrection, c'est Trotsky qui organisera l'Armée rouge sans laquelle il aurait été impossible de vaincre la contre-révolution lors de la guerre civile et donc sauver le tout nouvel Etat ouvrier. Pas une seule fois non plus J-J. Marie ne fera allusion à l'Histoire de la révolution russe de Trotsky. Malheureusement Lénine et Trotsky ne parvinrent jamais à avoir les rapports quasi fusionnels qu'entretenaient Marx et Engels, Trotsky n'a jamais atteint le niveau de conscience de Lénine, ce qui n'est pas un reproche de ma part mais un simple constat.

Je ne veux pas m'étendre sur l'exposé de J-J. Marie par manque de temps.

J'ai relevé plusieurs choses intéressantes concernant le rôle des différents acteurs ou belligérants de la révolution russe et de la guerre civile que les lecteurs pourront découvrir en écoutant cet exposé, mais c'est surtout l'attitude de J-J. Marie qui m'a interpellé. A un moment donné il a rappelé qu'en Russie au début du XXe siècle il existait des espaces publics, des jardins ou parcs ou les chiens et les classes inférieures n'avaient pas accès, ce qui m'a rappelé qu'en Inde à la même époque des écriteaux stipulaient qu'ils étaient interdits aux chiens et aux Indiens.

Dans une ou deux causeries j'ai abordé ce sujet sous un angle critique, faisant remarquer que si dorénavant ce ne sont plus les Britanniques qui gouvernent l'Inde, les jardins ou les lieux touristiques sont accessibles aux Indiens, ils sont particulièrement dégueulasses et ils puent la merde, du coup vaut mieux les éviter, à l'exception toutefois du Taj Mahal ! Je relate ici ma propre expérience lors de deux visites à Mahabalipuram dans les années 90. Vous avez sans doute déjà vu des images des rues des grandes villes en Inde pour savoir que la propreté n'est pas vraiment une préoccupation des Indiens, cela vaut pour de nombreux pays en Afrique et en Asie qui sont de véritables poubelles ou décharges. Qui plus est en Inde il n'existe pas de toilettes publiques et personne ne se rend dans un café pour aller aux toilettes, les Indiens se soulagent sur place ou dans un endroit discret qui ne soit pas trop éloigné de l'endroit où ils se trouvent, l'Inde étant surpeuplé, le spectacle est garanti. Il y a des toilettes dans le marché central de Pondichéry, mais je n'ai pas eu la curiosité d'aller voir dans quel état elles sont. Alors vous pouvez facilement imaginer ce qu'il en était un siècle plus tôt. Et il en était de même en Russie.

J'ai oublié de vous dire que le couple qui a emménagé il y a quelques mois seulement dans la maison située pratiquement en face de chez moi, n'a pas trouvé indispensable de construire des toilettes, donc ils continuent de se soulager dans le terrain vague légèrement boisé qui est mitoyen de leur petit terrain et d'en respirer les effluves pour ne pas avoir construit de mur autour de leur terrain. Le soir et le matin avec la rosée ou lorsqu'il pleut, c'est une véritable puanteur. Le mur qui clôture mon terrain m'en protège, sauf quand le vent vient de l'ouest. Tout est une question de moyen financier, par économie un pauvre ne construira pas de toilettes. Quand on sort, tout le long de la route on peut voir des dizaines d'Indiens en train d'uriner ou de déféquer, ils ne prennent même pas la précaution de se cacher, bref, c'est une fonction naturelle.

Alors évidemment confronté à une population plus évoluée et plus riche, le choc entre les deux ou l'incompréhension était inévitable. C'est la différence de développement économique entre la Grande-Bretagne et l'Inde ou les inégalités sociales à l'intérieur de la Russie, qui était à l'origine de cette discrimination envers certaines couches ou classes de la population ou de cette restriction qui a été interprétée à tort comme une preuve du racisme des Anglais envers les Indiens, c'est là que je voulais en venir, ou une preuve du mépris que les classes supérieures russes auraient témoigné envers les classes inférieures, mépris qu'elles leur témoignaient pas ailleurs de mille manières, mais pas dans le cas qui nous occupe ici, or J-J. Marie est passé à côté et apparemment personne ne lui a fait remarquer, ce qui n'a pas manqué d'attirer mon attention.

Au-delà du contexte de cet exposé qui s'est tenu devant quelques dizaines de personnes, vingt peut-être, je l'ignore, je me suis demandé comment on pouvait être parvenu à un âge si avancé et avoir vécu en Russie, avoir passé une grande partie de sa vie à étudier le mode de vie des Russes à différentes époques, on pouvait encore commettre cette erreur d'appréciation sans que personne ne vous reprenne, cela signifie qu'entre dirigeants il existait un certain type de rapports ou d'état d'esprit malsain où on s'interdisait de signaler les faiblesses d'une analyse ou d'une conclusion, de sorte que chacun pouvait s'enfermer dans ses propres erreurs sans qu'elles ne soient jamais corrigées, erreur ici insignifiante qu'on se comprenne bien, mais qui témoigne de rapports malsains qui finalement n'aident pas à progresser. De là on peut facilement imaginer que ces mêmes rapports avaient cours quand il s'agissait d'aborder des questions politiques, ce qui expliquerait pourquoi pendant des décennies certaines questions ne furent jamais abordées, et lorsque l'évolution de la situation se chargea de les propulser au premier plan, elles devinrent explosives au point qu'il fut impossible de les aborder et de les traiter sereinement.

J'ai cru percevoir dans le ton ou l'état d'esprit de J-J. Marie une sorte de désillusion ou de désenchantement salutaire qui se serait imposé tardivement à lui et qu'il aurait finalement adopté en y reconnaissant des mérites, mais cela reste une impression personnelle. Il faut dire aussi que le lieu ou les conditions ne portaient pas à l'extase ! Merci à lui et bonne continuation. Au fait contrairement aux crétins qui pratiquent le culte de la personnalité, J-J. Marie a eu bien fait de rappeler que Lénine avait dit plein de conneries, ce qui n'enlevait rien au fait que personne d'autre plus que lui n'avait servi notre cause avec autant de talent et de dévouement au XXe siècle, c'est que nous retiendrons.

J'ai retenu également de son exposé ce que je savais déjà mais qu'on peut rappeler, à savoir qu'en février 1917 dans toute la Russie il n'y avait pas plus de 5.000 militants au parti bolchevik et qu'il y en aura 200.000 huit mois plus tard, ce qui suffit à justifier la construction du parti.

On a tendance à prêter aux différentes couches des masses laborieuses un état d'esprit ou un niveau de conscience qui correspondent plus ou moins à la réalité, ils peuvent progresser ou refluer en fonction de leurs expériences ou du développement de la situation politique, de sorte qu'il est inutile d'en tirer des conclusions qui seront valables aujourd'hui et dépassées demain.

On devrait mieux s'en tenir au constat qu'un grand nombre d'acteurs ou de représentants des couches populaires possèdent un bout de la vérité, et qu'on ne parvient pas à les mettre bout à bout si je puis dire. Chacun se réfère à une partie de la réalité ou en a une vision limitée, la

percevant sous un angle plus ou moins ouvert sans en avoir une perception total ou universelle ou une vue à 360°. Il en va ainsi également de chaque travailleur, de chaque militant en fonction de sa condition ou de son expérience. Cependant le petit bout de la vérité que possède chacun recoupe souvent une portion de la vérité des autres, parce qu'ils partagent la même condition ou ont fait les mêmes expériences, mais les interprétations qu'ils en font divergent ou les s'opposent, parce qu'ils ne se réfèrent pas aux mêmes facteurs de la réalité, ils ne leur accordent pas la même importance ou en ignorent une grande partie tout simplement. Il faut donc partir de l'angle sous lequel ils perçoivent la réalité pour les aider à l'ouvrir toujours plus en intégrant les facteurs déterminant qui font défaut à leur analyse, de manière à alimenter leur réflexion et favoriser leur maturation politique.

C'est ce langage qu'il faut tenir aux travailleurs et aux militants pour qu'ils progressent. La question n'est pas de savoir qui a tort ou raison, qui détiendrait la vérité, mais comment faire pour partager la même vision de la société sur l'essentiel pour parvenir à trouver les moyens pour la changer. Contrairement à la pensée unique qui consiste à imposer un mode de pensée, à substituer à la réalité une conception particulière de la réalité, nous devons partir de l'expérience de chacun, l'intégrer dans notre propre vision de la société afin de l'élargir sans cesse. Nous devons proposer aux travailleurs et aux militants de progresser ensemble, au lieu d'essayer de les convaincre de quoi que ce soit, notre démarche doit être librement consentie, consciente, et non autoritaire.

Le passage de l'idéologie allemande auquel J-J. Marie fit référence.

K. Marx, F. Engels : l'idéologie allemande (Page 9 version numérique)

La division du travail ne devient effectivement division du travail qu'à partir du moment où s'opère une division du travail matériel et intellectuel 24. À partir de ce moment la conscience peut vraiment s'imaginer qu'elle est autre chose que la conscience de la pratique existante, qu'elle représente réellement quelque chose sans représenter quelque chose de réel. À partir de ce moment, la conscience est en état de s'émanciper du monde et de passer à la formation de la théorie "pure", théologie, philosophie, morale, etc.

Mais même lorsque cette théorie, cette théologie, cette philosophie, cette morale, etc., entrent en contradiction avec les rapports existants, cela ne peut se produire que du fait que les rapports sociaux existants sont entrés en contradiction avec la force productive existante; d'ailleurs, dans une sphère nationale déterminée, cela peut arriver aussi parce que, dans ce cas, la contradiction se produit, non pas à l'intérieur de cette sphère nationale, mais entre cette conscience nationale et la pratique des autres nations, c'est-à-dire entre la conscience nationale d'une nation et sa conscience universelle 25.

Peu importe du reste ce que la conscience entreprend isolément; toute cette pourriture ne nous donne que ce résultat : ces trois moments, la force productive, l'état social et la conscience, peuvent et doivent entrer en conflit entre eux car, par la division du travail, il devient possible, bien mieux il arrive effectivement que l'activité intellectuelle et matérielle, — la jouissance et le travail, la production et la consommation échoient en partage à des individus différents; et alors la possibilité que ces éléments n'entrent pas en conflit réside uniquement dans le fait qu'on abolit à nouveau la division du travail. Il va de soi du reste que "fantômes", "liens", "être suprême", "concept", "scrupules" 26 ne sont que l'expression mentale idéaliste, la représentation apparente de l'individu isolé, la représentation de chaînes et de limites très empiriques à l'intérieur desquelles se meut le mode de production de la vie et le mode d'échanges qu'il implique.

Cette division du travail, qui implique toutes ces contradictions et repose à son tour sur la division naturelle du travail dans la famille et sur la séparation de la société en familles isolées et opposées les unes aux autres, — cette division du travail implique en même temps la répartition du travail et de ses produits, distribution inégale en vérité tant en quantité qu'en qualité; elle implique donc la propriété, dont la première forme, le germe, réside dans la famille où la femme et les enfants sont

les esclaves de l'homme. L'esclavage, certes encore très rudimentaire et latent dans la famille, est la première propriété, qui d'ailleurs correspond déjà parfaitement ici à la définition des économistes modernes d'après laquelle elle est la libre disposition de la force de travail d'autrui. Du reste, division du travail et propriété privée sont des expressions identiques — on énonce, dans la première, par rapport à l'activité ce qu'on énonce, dans la seconde, par rapport au produit de cette activité.

De plus, la division du travail implique du même coup la contradiction entre l'intérêt de l'individu singulier ou de la famille singulière et l'intérêt collectif de tous les individus qui sont en relations entre eux; qui plus est, cet intérêt collectif n'existe pas seulement, mettons dans la représentation, en tant qu'"intérêt général", mais d'abord dans la réalité comme dépendance réciproque des individus entre lesquels se partage le travail. Enfin la division du travail nous offre immédiatement le premier exemple du fait suivant : aussi longtemps que les hommes se trouvent dans la société naturelle, donc aussi longtemps qu'il y a scission entre l'intérêt particulier et l'intérêt commun, aussi longtemps donc que l'activité n'est pas divisée volontairement, mais du fait de la nature, l'action propre de l'homme se transforme pour lui en puissance étrangère qui s'oppose à lui et l'asservit, au lieu qu'il ne la domine. En effet, dès l'instant où le travail commence à être réparti, chacun a une sphère d'activité exclusive et déterminée qui lui est imposée et dont il ne peut sortir; il est chasseur, pêcheur ou berger ou critique critique 27, et il doit le demeurer s'il ne veut pas perdre ses moyens d'existence; tandis que dans la société communiste, où chacun n'a pas une sphère d'activité exclusive, mais peut se perfectionner dans la branche qui lui plaît, la société réglemente la production générale ce qui crée pour moi la possibilité de faire aujourd'hui telle chose, demain telle autre, de chasser le matin, de pêcher l'après-midi, de pratiquer l'élevage le soir, de faire de la critique après le repas, selon mon bon plaisir, sans jamais devenir chasseur, pêcheur ou critique. Cette fixation de l'activité sociale, cette pétrification de notre propre produit en une puissance objective qui nous domine, échappant à notre contrôle, contrecarrant nos attentes, réduisant à néant nos calculs, est un des moments capitaux du développement historique jusqu'à nos jours. C'est justement cette contradiction entre l'intérêt particulier et l'intérêt collectif qui amène l'intérêt collectif à prendre, en qualité d'État, une forme indépendante, séparée des intérêts réels de l'individu et de l'ensemble et à faire en même temps figure de communauté illusoire, mais toujours sur la base concrète des liens existants dans chaque conglomérat de famille et de tribu, tels que liens du sang, langage, division du travail à une vaste échelle et autres intérêts; et parmi ces intérêts nous trouvons en particulier, comme nous le développerons plus loin, les intérêts des classes déjà conditionnées par la division du travail, qui se différencient dans tout groupement de ce genre et dont l'une domine toutes les autres. Il s'ensuit que toutes les luttes à l'intérieur de l'État, la lutte entre la démocratie, l'aristocratie et la monarchie, la lutte pour le droit de vote, etc., etc., ne sont que les formes illusoires sous lesquelles sont menées les luttes effectives des différentes classes entre elles (ce dont les théoriciens allemands ne soupçonnent pas un traître mot, bien qu'à ce sujet on leur ait assez montré la voie dans les Annales franco-allemandes et dans La Sainte Famille 28); et il s'ensuit également que toute classe qui aspire à la domination, même si sa domination détermine l'abolition de toute l'ancienne forme sociale et de la domination en général, comme c'est le cas pour le prolétariat, il s'ensuit donc que cette classe doit conquérir d'abord le pouvoir politique pour représenter à son tour son intérêt propre comme étant l'intérêt général, ce à quoi elle est contrainte dans les premiers temps. Précisément parce que les individus ne cherchent que leur intérêt particulier, — qui ne coïncide pas pour eux avec leur intérêt collectif, l'universalité n'étant somme toute qu'une forme illusoire de la collectivité, — cet intérêt est présenté comme un intérêt qui leur est "étranger", qui est "indépendant" d'eux et qui est lui-même à son tour un intérêt "général" spécial et particulier, ou bien ils doivent se mouvoir 29 eux-mêmes dans cette dualité comme c'est le cas dans la démocratie.

Par ailleurs le combat pratique de ces intérêts particuliers, qui constamment se heurtent réellement aux intérêts collectifs et illusoirement : collectifs, rend nécessaire l'intervention pratique et le refrènement par l'intérêt "général" illusoire sous forme d'État. La puissance sociale, c'est-à-dire la force productive décuplée qui naît de la coopération des divers individus conditionnée par la division du travail, n'apparaît pas à ces individus comme leur propre puissance conjuguée, parce

que cette coopération elle-même n'est pas volontaire, mais naturelle; elle leur apparaît au contraire comme une puissance étrangère, située en dehors d'eux, dont ils ne savent ni d'où elle vient ni où elle va, qu'ils ne peuvent donc plus dominer et qui, à l'inverse, parcourt maintenant une série particulière de phases et de stades de développement, si indépendante de la volonté et de la marche de l'humanité qu'elle dirige en vérité cette volonté et cette marche de l'humanité.

Cette "aliénation", — pour que notre exposé reste intelligible aux philosophes —, ne peut naturellement être abolie qu'à deux conditions pratiques. Pour qu'elle devienne une puissance "insupportable", c'est-à-dire une puissance contre laquelle on fait la révolution, il est nécessaire qu'elle ait fait de la masse de l'humanité une masse totalement "privée de propriété", qui se trouve en même temps en contradiction avec un monde de richesse et de culture existant réellement, choses qui supposent toutes deux un grand accroissement de la force productive, c'est-à-dire un stade élevé de son développement. D'autre part, ce développement des forces productives (qui implique déjà que l'existence empirique actuelle des hommes se déroule sur le plan de l'histoire mondiale au lieu de se dérouler sur celui de la vie locale), est une condition pratique préalable absolument indispensable, car, sans lui, c'est la pénurie qui deviendrait générale, et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue. Il est également une condition pratique sine qua non, parce que des relations universelles du genre humain peuvent être établies uniquement par ce développement universel des forces productives et que, d'une part, il engendre le phénomène de la masse "privée de propriété" simultanément dans tous les pays (concurrence universelle), qu'il rend ensuite chacun d'eux dépendant des bouleversements des autres et qu'il a mis enfin des hommes vivant empiriquement l'histoire mondiale, à la place des individus vivant sur un plan local. Sans cela : 1° le communisme ne pourrait exister que comme phénomène local; 2° les puissances des relations humaines elles-mêmes n'auraient pu se développer comme puissances universelles, et de ce fait insupportables, elles seraient restées des "circonstances" relevant de superstitions locales, et 3° toute extension des échanges abolirait le communisme local. Le communisme n'est empiriquement possible que comme l'acte "soudain" et simultané des peuples dominants, ce qui suppose à son tour le développement universel de la force productive et les échanges mondiaux étroitement liés au communisme. Autrement, comment la propriété, par exemple, aurait-elle pu somme toute avoir une histoire, prendre différentes formes ? Comment, disons, la propriété foncière aurait-elle pu, selon les conditions diverses qui se présentaient, passer en France, du morcellement à la centralisation dans les mains de quelques-uns, et en Angleterre de la centralisation entre les mains de quelques-uns au morcellement, comme c'est effectivement le cas aujourd'hui ? Ou bien comment se fait-il encore que le commerce, qui pourtant représente l'échange des produits d'individus et de nations différentes et rien d'autre, domine le monde entier par le rapport de l'offre et de la demande, — rapport qui, selon un économiste anglais, plane au-dessus de la terre comme la fatalité antique et distribue, d'une main invisible, le bonheur et le malheur parmi les hommes, fonde des empires, anéantit des empires, fait naître et disparaître des peuples, — tandis qu'une fois abolie la base, la propriété privée, et instaurée la réglementation communiste de la production, qui abolit chez l'homme le sentiment d'être devant son propre produit comme devant une chose étrangère, la puissance du rapport de l'offre et de la demande est réduite à néant, et les hommes reprennent en leur pouvoir l'échange, la production, leur mode de comportement réciproque.

Le communisme n'est pour nous ni un état qui doit être créé, ni un idéal sur lequel la réalité devra se régler. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel. Les conditions de ce mouvement résultent des prémisses actuellement existantes.

Du reste, la masse d'ouvriers qui ne sont qu'ouvriers — force de travail massive, coupée du capital ou de toute espèce de satisfaction même bornée — suppose le marché mondial; comme le suppose aussi du coup, du fait de la concurrence, la perte de ce travail en tant que source assurée d'existence, et non plus à titre temporaire.

Le prolétariat ne peut donc exister qu'à l'échelle de l'histoire universelle, de même que le communisme, qui en est l'action, ne peut absolument pas se rencontrer autrement qu'en tant qu'existence "historique universelle". Existence historique universelle des individus, autrement dit, existence des individus directement liée à l'histoire universelle.

Notes

24 - À ce niveau, Marx a écrit dans la colonne de droite : Première forme des idéologues, prêtres, coïncide.

25 - A hauteur de cette phrase, Marx a écrit dans la colonne de droite : Religion. Les Allemands avec l'idéologie en tant que telle.

26 - Termes du vocabulaire des jeunes -hégéliens, et de Stirner en particulier.

27 - On sait que Bauer se voulait le champion d'une école philosophique «critique».

28 - Les Annales franco-allemandes étaient une revue éditée à Paris par Marx et A. Ruge. Seul parut le premier numéro, en février 1844.

Il contenait deux articles de Marx : «Sur la question Juive», «Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel » et un long article d'Engels : «Esquisse d'une critique de l'économie politique». Les divergences entre Marx et Ruge ne permirent pas de poursuivre cette parution.

En 1845, à Francfort-sur-Main, avait paru l'ouvrage de Marx et Engels : La Sainte Famille, ou Critique de la Critique critique, Contre Bruno Bauer et consorts . Titre allemand : Die heilige Familie, oder Kritik der kritischen Kritik. Gegen Bruno Bauer und Consorten.

29 - L'édition MEGA donne une version légèrement différente : sich begegnen [s'affronter], au lieu de sich bewegen [se mouvoir].

Si l'impérialisme correspond à l'ère des guerres et des révolutions, on est en droit de se demander si une véritable révolution prolétarienne et socialiste pourrait avoir lieu si elle n'était pas précédée d'une guerre, scénario qu'on ne souhait pas évidemment ou qu'en aucune manière on aurait l'idée de favoriser...

Du coup cela pose la question des conditions à remplir pour qu'une révolution soit déclenchée dans un pays en paix, à laquelle nous n'avons répondu jusqu'à présent que par des formules creuses ou inappropriées, sans qu'on réfléchisse apparemment aux moyens à substituer à la guerre s'ils existent pour qu'une révolution se réalise. Engels eu raison de signaler qu'en Angleterre, le pays où le capitalisme (l'impérialisme) était le plus développé à l'époque, le prolétariat et le mouvement ouvrier s'étaient embourgeoisés, ce qui explique peut-être pourquoi par la suite jusqu'à nos jours il ne connut aucune révolution prolétarienne, alors que depuis cette époque coloniale glorieuse l'impérialisme britannique fut supplanté par les Etats-Unis et l'Allemagne et le prolétariat perdit en grande partie ses privilèges, pas suffisamment apparemment pour renouer avec le socialisme.

Nos dirigeants décidèrent de faire l'impasse sur cet aspect crucial de la situation sociale après avoir enfourché à leur tour le réformisme qui fit illusion durant toute une période (Les Trente glorieuses), pour mieux à terme creuser la tombe de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, une fois la crise du capitalisme ayant atteint un stade où toute réforme sociale ou progressiste était devenue incompatible avec la survie du capitalisme, il apparut qu'ils n'avaient jamais été en mesure de s'implanter profondément parmi les masses et d'y diffuser le socialisme, de sorte que dorénavant il leur est totalement étranger et leur discours leur semble inaudible ou incohérent,

coupé de la réalité ou purement utopique, bref, ils ont récolté ce qu'ils ont semé et ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes, alors qu'à chaque époque depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale des millions de travailleurs et jeunes connurent des conditions d'exploitation épouvantables ou des difficultés sans nombre pour tout juste survivre qui les détournèrent du capitalisme et étaient susceptibles de les placer sur la voie du socialisme pour peu qu'on s'adresse à eux, or nos dirigeants s'en détournèrent au profit des masses privilégiées les plus corrompues par le capitalisme qui une fois ayant obtenu satisfaction sur leurs revendications sociales devaient se détourner de la lutte de classe et demeurer subordonnées au capitalisme, erreur fatale qui conduira à la marginalisation et à la dislocation de l'avant-garde ouvrière organisée. A aucun moment ils n'aidèrent la classe à élever son niveau de conscience politique, à mieux comprendre le fonctionnement de la société, et elle finit par se détourner du mouvement ouvrier, livrée à elle-même, aux bonimenteurs, aux charlatans en tous genres, ou pire vers l'extrême droite en proie au désespoir ou à une terrible confusion. On a déjà expliqué tout cela, en vain.

Dans quel monde voudraient-ils nous faire vivre ?

La mise en concurrence des hommes entre eux est "l'état normal du règne animal".

- Dialectique de la nature - Friedrich Engels (1883)

Seul l'homme est parvenu à imprimer son sceau à la nature, non seulement en déplaçant le monde végétal et animal, mais aussi en transformant l'aspect, - le climat de sa résidence, voire les animaux et les plantes, et cela à un point tel que les conséquences de son activité ne peuvent disparaître qu'avec le dépérissement général de la terre. S'il est parvenu à ce résultat, c'est d'abord et essentiellement grâce à la main. Même la machine à vapeur, qui est jusqu'ici son outil le plus puissant pour transformer la nature, repose en dernière analyse, parce que c'est un outil, sur la main. Mais la tête a accompagné pas à pas l'évolution de la main; d'abord vint la conscience des conditions requises pour chaque résultat pratique utile et plus tard, comme conséquence, chez les peuples les plus favorisés, l'intelligence des lois naturelles qui conditionnent ces résultats utiles.

Et avec la connaissance rapidement grandissante des lois de la nature, les moyens de réagir sur la nature ont grandi aussi; la main, à elle seule, n'aurait jamais réalisé la machine à vapeur si, corrélativement, le cerveau de l'homme ne s'était développé avec la main et à côté d'elle, et en partie grâce à elle.

Avec l'homme, nous entrons dans l'histoire. Les animaux aussi ont une histoire, celle de leur descendance et de leur développement progressif jusqu'à leur état actuel. Mais cette histoire, ils ne la font pas, et dans la mesure où ils y participent, c'est sans qu'ils le sachent ni le veuillent. Au rebours, plus les hommes s'éloignent des animaux au sens étroit du mot, plus ils font eux-mêmes, consciemment, leur histoire, plus diminue l'influence d'effets imprévus, de forces incontrôlées sur cette histoire, plus précise devient la correspondance du résultat historique avec le but fixé d'avance. Si cependant nous appliquons ce critérium à l'histoire humaine, même à celle des peuples les plus développés de notre temps, nous trouvons qu'ici encore une disproportion gigantesque subsiste entre les buts fixés d'avance et les résultats obtenus, que les effets inattendus prédominent, que les forces incontrôlées sont beaucoup plus puissantes que celles qui sont mises en oeuvre suivant un plan. Il ne peut en être autrement tant que l'activité historique la plus essentielle des hommes, celle qui les a élevés de l'animalité à l'humanité, celle qui constitue le fondement matériel de tous leurs autres genres d'activité, - la production de ce dont ils ont besoin pour vivre, c'est-à-dire aujourd'hui la production sociale, - reste soumise au jeu des effets non intentionnels de forces non contrôlées et n'atteint que par exception le but voulu, mais aboutit le plus souvent au résultat contraire. Dans les pays industriels les plus avancés, nous avons dompté les forces de la nature et les avons contraintes au service des hommes ; nous avons ainsi multiplié la production à l'infini, si bien qu'actuellement un enfant produit plus qu'autrefois cent adultes. Et quelle en est la conséquence ? Surtravail toujours croissant et misère de plus en plus

grande des masses, avec, tous les dix ans, une grande débâcle. Darwin ne savait pas quelle âpre satire de l'humanité, et spécialement de ses concitoyens, il écrivait quand il démontrait que la libre concurrence, la lutte pour la vie, célébrée par les économistes comme la plus haute conquête de l'histoire, est l'état normal du règne animal. Seule une organisation consciente de la production sociale, dans laquelle production et répartition sont planifiées, peut élever les hommes au-dessus du monde animal au point de vue social de la même façon que la production elle-même les a élevés en tant qu'espèce. L'évolution historique rend une telle organisation de jour en jour plus indispensable, mais aussi de jour en jour plus réalisable. D'elle datera une nouvelle époque de l'histoire, dans laquelle les hommes eux-mêmes, et avec eux toutes les branches de leur activité, en particulier la science de la nature, connaîtront un progrès qui rejettera dans l'ombre la plus profonde tout ce qui aura précédé. Fin de l'extrait.

"Surtravail toujours croissant et misère de plus en plus grande des masses, avec, tous les dix ans, une grande débâcle", il semblerait que ces facteurs ne soient plus valables à notre époque en occident, tout du moins pour la majorité : les masses disposent de temps libres, de deux jours de congés hebdomadaires, de cinq semaines de congés payés, bien souvent d'un 13e mois si ce n'est plus, parfois un intéressement, des avantages en nature par le biais du CE, les deux conjoints travaillent le plus souvent, etc. quant à la débâcle cela fait 72 ans qu'elle n'a pas eu lieu en France ou en Europe, 88 ans aux Etats-Unis, etc.

Cela devrait nous questionner, non ? Non, surtout c'est le genre de questions qu'il ne faut surtout pas se poser. C'est dommage, parce que temps qu'on refusera de se les poser et d'y répondre on n'avancera pas. C'est terrible d'être aussi borné !

Décryptage. Propagande de l'OTAN de bas étage ou l'art nauséabond de l'intrigue digne de l'Ancien régime.

- MacronLeaks, l'ombre du soupçon - Liberation.fr

Le piratage de l'équipe de campagne d'En marche a débouché sur la publication de milliers de documents internes. Si Moscou fait figure de principal suspect, toutes les hypothèses restent ouvertes. Liberation.fr 28.05

Ils portent une accusation contre Moscou sans apporter la moindre preuve. On ne défend pas Moscou contrairement à Mélenchon, on montre comment ils procèdent pour conditionner les masses.

Il suffit de désigner un seul suspect, et à défaut de trouver le véritable coupable ce suspect fera l'affaire, il en faut bien un tout de même ! Dit autrement, on aura observé que si "toutes les hypothèses restent ouvertes", une seule aura été retenue, celle correspondant à la culpabilité de Moscou. Ils utilisent le même procédé scélérat pour décrédibiliser quiconque ose remettre en cause leur propagande...

Pourquoi ? Parce que cela ne fonctionne pas à tous les coups.

- Vladimir Fédorovski : "L'opinion publique française est la plus russophile d'Europe" - lepoint.fr 28.05

Qui a dit ?

Qui a vanté le "talent d'animateur" de la plus crasse et infâme médiocrité de l'audiovisuel français, Cyril Hanouna ?

Réponse : Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, sur France Info vendredi matin.

Quand même une bonne nouvelle.

- Décès de Zbigniew Brzezinski, voix influente de la politique étrangère américaine - AFP

Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter au tournant des années 80 et grande figure de la politique étrangère américaine, est décédé à l'âge de 89 ans.

Dans un communiqué, Jimmy Carter a salué le "rôle essentiel" joué par M. Brzezinski dans toutes les grandes décisions de politique étrangère de son mandat.

M. Carter cite notamment "la normalisation des relations avec la Chine", la signature du traité SALT II limitant la course aux armements nucléaires avec l'Union soviétique, la négociation des accords de paix israélo-égyptien de Camp David, ou le traité redonnant à Panama le contrôle de son canal stratégique.

Barack Obama a aussi salué la mémoire de M. Brzezinski, "grand serviteur de l'Etat", "puissante intelligence", et "avocat passionné du leadership américain".

"Son influence s'étend sur des décennies" et "j'ai été l'un des présidents américains qui ont bénéficié de sa sagesse et de ses conseils", a souligné l'ancien président dans un communiqué.

Originaire d'une famille aristocratique de Pologne, M. Brzezinski nourrissait une méfiance sans faille pour l'Union soviétique, qui le plaçait plus du côté des "faucons" de la politique étrangère américaine que des "colombes" malgré son affiliation démocrate.

"Pendant ses quatre ans auprès de M. Carter, à partir de 1977, bloquer l'expansionnisme soviétique à tout prix a été le leitmotiv de la politique étrangère américaine, pour le meilleur ou pour le pire", relevait samedi le New York Times.

M. Brzezinski a notamment soutenu l'aide américaine aux rebelles islamiques afghans contre les troupes soviétiques en Afghanistan, soutien qui a favorisé pour beaucoup l'émergence ultérieure dans le pays des talibans et d'Al-Qaïda.

M. Brzezinski a joué un rôle clé dans la définition de la politique américaine face au nouveau régime chiite iranien après la révolution de 1979 conduite par l'ayatollah Khomeiny, et la prise d'otage du personnel de l'ambassade américaine à Téhéran.

Il défendra, contre l'avis du secrétaire d'Etat de l'époque Cyrus Vance, le projet d'une expédition armée pour délivrer les diplomates américains.

L'expédition se terminera en fiasco, et mènera à la démission de Cyrus Vance, lassé de ses guerres d'influence perpétuelles avec M. Brzezinski.

Après la fin de la présidence Carter, M. Brzezinski restera une voix influente à Washington, encore invité à témoigner en tant qu'expert par le Congrès jusqu'à très récemment.

En 2003, il avait été l'un des rares figures de la politique étrangère américaine à s'opposer à l'invasion de l'Irak décidée par le président George W. Bush.

Dans son dernier tweet, le 4 mai, M. Brzezinski taclait Donald Trump, à l'élection duquel il s'était opposé.

"Un leadership américain sophistiqué est la condition sine qua non pour un monde stable. Mais nous n'avons pas le premier, et le second va de pire en pire", écrivait-il.

Zbigniew Brzezinski était né le 28 mars 1928 à Varsovie d'un père diplomate.

Son père, en poste à Montréal pendant la Seconde Guerre mondiale ayant décidé de ne pas rentrer en Pologne devenue communiste, le jeune Zbigniew fait ses études de Sciences politiques et économiques à l'université McGill de Montréal puis à Harvard.

Après une thèse de doctorat sur "Le totalitarisme soviétique et les purges" en 1956, il fut professeur à Harvard puis à l'université Columbia de New York où il dirigera l'Institut des affaires communistes (1966-1968).

Spécialiste des questions communistes et des relations Est-Ouest, il sera "assistant spécial" du président Jimmy Carter chargé des problèmes de Défense (1977-1981) et directeur du Conseil national de Sécurité à la Maison Blanche.

Il est mort à Falls Church, en Virginie (est des Etats-Unis), a précisé sa famille.

"Il était connu par ses amis comme Zbig, par ses petits-enfants comme Chef et par sa femme comme l'amour de sa vie. Je le connaissais comme le plus inspirant, aimant et dévoué père qu'une fille puisse avoir", a déclaré sa fille Mika Brzezinski, journaliste sur NBC. AFP 29.05

La pire des ordures qui soit, bravo ! On y reviendra peut-être.

Macron superman

- Vladimir Poutine reçu par Emmanuel Macron : "C'est le roi Soleil qui reçoit l'empereur de toutes les Russies" selon Yannick Jadot - Franceinfo

- Au G7, Macron aime l'attention - LeParisien.fr

Le G7 des figurants.

- Pour son grand oral international, Macron reçu avec encouragements - Liberation.fr

A l'Otan puis au G7, le nouveau président français s'est positionné en facilitateur et a maîtrisé sa communication.

- Le président français Emmanuel Macron en première ligne au sommet du G7 - AFP

- Visite de Poutine: Macron promet un dialogue "exigeant" et sans "concession" - AFP

- La "féroce" poignée de main de Macron et Trump a emballé les journalistes américains - huffingtonpost.fr

- Accord climat : le bras de fer peut commencer entre Macron et Trump - LeParisien.fr

- Au G7, Macron fait assaut d'amabilité envers Trump - AFP

- Après le G7, Macron veut positiver - LePoint.fr

Malgré le refus des États-Unis de confirmer leur maintien dans l'accord de Paris sur le climat, Emmanuel Macron se félicite des succès du G7. LePoint.fr 29.05

- Au G7, Macron refuse de répondre à une question sur Ferrand - AFP

Le président Emmanuel Macron s'est refusé samedi à répondre à une question sur Richard Ferrand, à l'issue du G7 en Italie, et confirmé qu'il refuserait désormais de parler de politique française lors de ses déplacements internationaux. AFP 29.05

- Macron fustige Russia Today et Sputnik, "des organes de propagande" - L'Express.fr

- Macron trace la voie d'une coopération avec Poutine - LeFigaro.fr

- Macron aux sommets - Franceinfo

Macron invisible.

- Rencontre avec Poutine : "Emmanuel Macron, on ne sait pas grand-chose de sa politique étrangère" - Franceinfo

Bertrand Badie, professeur en relations internationales à Sciences-Po Paris, a expliqué, dimanche sur franceinfo, le manque de visibilité autour de la politique étrangère d'Emmanuel Macron. Franceinfo 30.05

Les vapeurs enivrantes du pouvoir absolue...

- Arrivée d'une ex-lobbyiste du vin à l'Élysée : cette nomination "pose question", réagit un addictologue. - Franceinfo

Avant toute enquête ou investigation, toute preuve...

- Macron sur la Syrie: l'utilisation d'armes chimiques déclenchera "une riposte immédiate" - AFP 30.05

LGBT made in USA/CIA propulsé par l'oligarchie anglo-saxonne.

- La France accueille un premier réfugié tchéchène LGBT - L'Express.fr

Un Tchétchène, victime de persécutions en raison de son homosexualité, a été accueilli lundi en France. "Les arrivées vont continuer", assure le président de SOS Homophobie. L'Express.fr 30.05

Macronmania.

- Je vous apprend à caricaturer Emmanuel Macron en quelques coups de crayon - Le Huffington Post

Vous en avez marre d'attendre le portrait officiel d'Emmanuel Macron? Le Huffington Post 29.05

En famille. Déjà vendu... et recyclé les déchets de la collaboration de classes.

- Un ex-négociateur FO au cabinet de la ministre du Travail - AFP

L'ancien négociateur de Force ouvrière, Stéphane Lardy, est nommé directeur adjoint du cabinet de la ministre du Travail, où il travaillera au côté du directeur de cabinet Antoine Foucher, ancien cadre du Medef, selon le Journal officiel paru samedi.

Il exercera en tandem avec Claire Scotton, ancienne sous-directrice adjointe à la Direction du travail, également désignée directrice adjointe de cabinet de Muriel Pénicaud.

M. Lardy a été secrétaire confédéral de FO chargé de l'emploi et de la formation professionnelle de 2007 à mi-2016, date à laquelle il avait intégré l'Inspection générale des affaires sociales (Igas).

Cette nomination n'est "pas une demande de FO", "Stéphane Lardy n'a plus de mandat Force ouvrière depuis plus d'un an (...) Ils lui ont demandé de venir, c'est sa liberté individuelle", avait commenté mercredi Jean-Claude Mailly, le patron de FO, sur franceinfo. "C'est un bon connaisseur des dossiers, tout le monde le reconnaît", estime M. Mailly. AFP 29.05

Mailly a eu raison de préciser que ce n'était "pas une demande de FO", on aurait pu se méprendre ! Apparemment il se félicite de cette nomination de son petit camarade du PS qui milite dans le XIIIe arrondissement de Paris.

- Loi sur l'emploi : risque et sacrifice par Stéphane Lardy , Secrétaire confédéral de Force ouvrière en charge de l'emploi et de la formation professionnelle - liberation.fr 12.05.2013 (http://www.liberation.fr/futurs/2013/05/12/loi-sur-l-emploi-risque-et-sacrifice_902312)

- Stéphane Lardy (ex-FO) entre au cabinet de la ministre du Travail - anti-k.org

L'Obs le 24/05/17 – Comme directeur de cabinet, la nouvelle ministre du Travail, a nommé un ancien du Medef, Antoine Foucher. Comme pour contrebalancer ce choix, Muriel Pénicaud vient de choisir Stéphane Lardy, comme conseiller chargé de la formation, de l'apprentissage et de la pénibilité.

Il a été pendant des années l'homme fort de Force ouvrière sur les questions d'emploi et de travail, pilier des négociations sociales. Il a un temps fait figure de successeur potentiel de Jean-Claude Mailly. Mais réformiste affiché, militant socialiste, il n'était pas du goût de la mouvance trotskiste du syndicat.

Il y a un peu plus d'un an, en pleine discussion de la loi El Khomri, il a été nommé par le gouvernement Valls à l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS). anti-k.org

Un ex-cadre de FO rentre au gouvernement pour mettre en place la loi Travail 2 - Anti-k.org

Les messages de bienvenue de Jean-Claude Mailly, président de la centrale syndicale de Force Ouvrière, au nouveau président Macron n'avaient rien présagé de bon. La stratégie est désormais totalement assumée avec l'entrée de Stéphane Lardy, ex-cadre de FO, au cabinet du ministère du Travail.

Jean-Claude Mailly avait déjà accueilli le président banquier et son gouvernement de droite avec une douceur inattendue de la part d'un dirigeant syndical. Il avait en effet félicité la ministre du Travail repêchée au CAC 40 pour « sa grande expérience », puis s'était réjoui de la nomination d'un membre du MEDEF (Antoine Foucher) à la direction du cabinet de la ministre (« c'est quelqu'un que je connais, qui aime la négociation collective »), pour enfin affirmer publiquement que légiférer par ordonnances n'était « pas un problème » si « on est d'accord sur le contenu » et qu'il y avait « des marges de manœuvre ». Tout cela constituait un bel appel du pied à l'exécutif (vous avez dit lèche-botte ?), qui vient d'être récompensé par le parachutage au gouvernement

d'un ancien cadre important de la centrale syndicale, Stéphane Lardy, pressenti il y a un an pour être justement le successeur de Jean-Claude Mailly.

Celui-ci prendra donc place à la direction du cabinet ministériel avec Antoine Foucher. Membre du Parti Socialiste, Stéphane Lardy est considéré comme un « réformiste », c'est à dire prêt à accepter les réformes structurelles dont a besoin le patronat pour restaurer et augmenter ses profits sur le dos des travailleurs. Avec le MEDEF et le CAC 40 a ses côtés, il aura donc pour tâche d'élaborer et de mettre en œuvre la loi Travail 2 que nous prépare Macron, mais aussi la réforme de l'assurance chômage, de la formation professionnelle, ainsi que celle de la retraite que Macron souhaite lancer d'ici la fin de l'année. Bon programme pour un prétendu « syndicaliste »...

L'amabilité de Jean-Claude Mailly envers Macron et la nomination de Stéphane Lardy sont des signes d'un repositionnement de la centrale syndicale en faveur d'une collaboration plus forte avec le patronat. Après la mobilisation contre la loi Travail du printemps 2016 qui ne lui a pas bénéficié dans les urnes (FO a reculé, de 15,94% en 2013 à 15,59% en 2017), le syndicat s'oriente vers une politique plus ouverte de conciliation de classe. D'après Guy Groux, du centre de recherche de Sciences Po Paris, le Cevipof « On a le sentiment qu'il y a chez Mailly une envie de revenir dans un jeu contractuel plus classique et de faire concurrence à la CFDT ». Anti-k.org (courant du NPA) 25.05

- En janvier 2013, François Chérèque, qui venait de quitter ses fonctions de secrétaire général de la CFDT, avait été, lui aussi, nommé inspecteur général des affaires sociales, Jean-Marc Ayrault le chargeant ensuite de suivre la mise en œuvre du plan de lutte contre la pauvreté. « Cela ne donne pas une image d'indépendance syndicale », avait commenté sèchement Jean-Claude Mailly. Le secrétaire général de FO s'abstiendra sans doute de rééditer un semblable commentaire. lemonde.fr 06.04.2016

Martinez en remet une couche

- Réforme du code du travail: "il faut négocier", dit Martinez AFP 30.05

Le leader de la CGT a réaffirmé qu'il souhaite des précisions concernant "le calendrier" de la réforme.

"On a démarré le quinquennat, même la campagne électorale, avec une volonté ferme du candidat de régler cela très rapidement pendant l'été. Il y a besoin de discuter. Quand on veut négocier on s'écoute, on accepte les propositions des syndicats, la CGT en a fait plusieurs", a-t-il dit.

"Il y a des points de conflit majeurs", a-t-il insisté, citant notamment "les indemnités prud'homales".

"Faire croire que c'est le code du travail la raison majeure du chômage en France, c'est un mensonge pur et simple", a-t-il ajouté. AFP 30.05

Et faire croire que "les indemnités prud'homales" serait un "des points de conflit majeurs" est un mensonge... partagé avec la CFDT.

Tous d'accord pour casser le code du travail.

Qui a dit ?

"Je ne suis pas En Marche mais je veux que ça marche"

Réponse : Le député LR Thierry Solère a jugé mardi qu'"il n'y aucune raison qu'un Républicain s'oppose" aux futures ordonnances réformant le code du travail, estimant que le "sens de l'intérêt général" se diffuse dans tous les camps.

"Si je suis réélu député, je voterai toutes les mesures qui vont dans le bon sens pour abaisser les charges, fluidifier le marché du travail, mieux assurer la sécurité des Français, lutter contre le communautarisme", a déclaré sur LCP ce candidat à un second mandat dans la 9ème circonscription des Hauts-de-Seine, face auquel LREM n'a investi aucun candidat.

"Nous aurons à débattre de ça avec les députés qui seront élus", mais "il n'y aucune raison qu'un Républicain s'y oppose" à cette nouvelle réforme du code du travail promise par Emmanuel Macron, a-t-il dit.

M. Solère a par ailleurs approuvé la position de François Baroin, chef de file LR pour les législatives, qui a prôné lundi "le désistement" en cas de victoire possible du FN. "Le ni-ni pour les élections locales qui a eu sa place pendant quelques années aujourd'hui n'a plus sa place, notamment pour l'élection nationale qu'est l'élection législative", a estimé ce député. AFP 30.05

On gouvernera en famille.

C'est Mélenchon qui va être frustré !

- Le gouvernement d'accord pour un front républicain face au FN - Reuters

Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, a répondu mardi à l'appel de François Baroin, chef de file de la droite, en annonçant que les candidats de la République en marche (LREM) se désisteront aux législatives dans les circonscriptions où le Front national est en mesure de l'emporter.

"Partout où le candidat de la République en marche, en se maintenant, ferait prendre le risque d'une élection du Front national, partout nous retirerons notre candidat", a déclaré Christophe Castaner sur LCI.

"Et partout où le maintien du candidat nous permettra d'empêcher cette élection, nous nous maintiendrons", a ajouté ce fidèle d'Emmanuel Macron. Reuters 30.05

Des infos qui pourraient être qualifiées de contrevérités par Macron.

- **Quand les succès syriens mettent à mal le double jeu US - fr.sputniknews.com**

L'armée syrienne et ses alliés, dont la Russie, enregistrent de nouveaux succès face aux terroristes de Daech. Certains d'entre eux sont révélateurs des complicités presque non voilées entre les djihadistes et ceux qui prétendent les « combattre ».

Aux dernières nouvelles sur le front syrien, un groupe militaire russe a coupé la voie aux terroristes de Daech qui quittaient Raqqa via un corridor offert par les soi-disant Forces démocratiques syriennes, une coalition principalement kurde, soutenue par les États-Unis, à condition qu'ils se dirigent vers Palmyre.

« Le 25 mai, un convoi de terroristes composé de 39 camionnettes avec des armes se dirigeant vers Palmyre a été repéré et anéanti par les avions des forces spatiales russes. 32 pick-up dotés de mitrailleuses lourdes ont été détruits et plus de 120 terroristes abattus », a communiqué à Sputnik une source du ministère russe de la Défense.

Mis à part l'efficacité des forces aériennes russes opérant en Syrie, un autre fait saute aux yeux: la complicité, elle aussi une fois de plus, entre la pseudo-coalition « anti-Daech » dirigée par les USA, les FDS soutenus par les USA et le groupe terroriste Daech, que les deux premiers sont censés « combattre ».

Parallèlement à cela, Le Parisien annonçait la reprise par l'armée syrienne de la route reliant Damas à Palmyre. Comme le note le quotidien français, « les troupes syriennes, appuyées par l'aviation russe, ont réussi à chasser les combattants de l'EI d'une zone désertique de plus de 1 000 km². Les djihadistes se sont retirés face à l'intensité des frappes russes. »

L'offensive promise par le président syrien Assad en vue de reprendre les territoires en zone désertique à faible densité se confirme et suit donc son cours avec le soutien de ses alliés, dont évidemment la Russie. Et c'est vraisemblablement cela qui pose de nouveaux problèmes aux « braves partenaires » de la coalition US.

Bref rappel des péripéties de la guerre syrienne. Les terroristes, ayant obtenu un très large soutien extérieur, avançaient sur plusieurs fronts, l'armée gouvernementale se retrouvant acculée à la défensive. Les principaux médias et experts occidentaux donnaient « quelques semaines », voire « au maximum quelques mois » avant qu'Assad ne tombe. Les risques de voir la grande cité historique de Damas tomber dans les mains des barbares de Daech ou d'Al-Qaida étaient effectivement élevés. Puis intervient la Russie à la demande officielle du gouvernement légal syrien. Cela a permis une bascule militaire: L'armée gouvernementale retrouve l'initiative et passe à l'offensive en libérant plusieurs villes et localités. Évidemment, les plus grands succès seront les libérations d'Alep, la deuxième ville du pays et de la cité antique de Palmyre, patrimoine culturel aussi bien de la Syrie que de toute l'humanité.

Dans ce nouveau schéma que l'Occident et ses acolytes n'avaient guère prévu, le gouvernement syrien a retrouvé le contrôle sur pratiquement toute la Syrie dite « utile », à savoir les cinq plus grandes villes du pays et les territoires sur lesquels se trouvent 80 à 85 % de la population. Mais il ne compte pas en rester là et annonce poursuivre la libération de tout le territoire national et au vu des derniers événements, l'offensive en zone désertique se poursuit avec succès.

Des victoires qui provoquent une nouvelle hystérie de côté de ceux dont les objectifs n'ont jamais changé, à savoir faire tomber Assad, y compris si pour cela des villes millénaires ayant vu la civilisation naître devaient tomber aux mains des barbares coupeurs de têtes.

Quoi qu'il en soit, la Russie et ses alliés surveillent de près la situation. Et ce malgré toutes les complicités, voilées ou non, entre les terroristes et ceux qui prétendent les combattre sur le théâtre de guerre syrien. Quant à la Syrie, elle semble plus que jamais déterminée à vaincre le terrorisme, malgré les pertes subies au cours de toutes ces dernières années. Pour cela, elle sait sur qui elle peut compter. fr.sputniknews.com 29.05

- Sylvie Goulard admet la présence de forces françaises en Syrie - Réseau Voltaire

Interrogée par Europe 1, la ministre des Armées françaises, Sylvie Goulard, a reconnu la présence de Forces françaises en Syrie.

C'est un secret de polichinelle : des commandos français opèrent illégalement en Syrie depuis 2011, avec une brève interruption entre mars et juillet 2012.

Les Forces spéciales françaises fournissent un encadrement à divers groupes jihadistes. Elles avaient notamment organisé l'Émirat islamique de Baba Amr (en 2012) et l'attaque de la plus ancienne communauté chrétienne du monde à Maaloula. Réseau Voltaire 27.05

« Syrie : Sylvie Goulard confirme la présence de forces spéciales françaises », Europe 1, 26 mai 2017.

- Le G7 exige une pression russe sur Damas: «le jeu des terroristes», selon un député russe - sputniknews.com Les pays du G7 ont appelé Moscou à influencer Damas pour que la République arabe respecte le cessez-le-feu, une situation qui jouerait en faveur des groupes terroristes, a affirmé samedi 27 mai à Sputnik le vice-président du comité des affaires étrangères de la Douma (chambre basse du parlement russe), Alexei Chepa.

Lors du sommet du G7, les dirigeants des pays-membres ont fait une déclaration conformément à laquelle Moscou devrait exercer une influence sur le Président de la République arabe syrienne pour que les troupes gouvernementales cessent les combats. Selon un député russe, un tel discours ne fait que le jeu des terroristes.

« Ce sont des déclarations insensées: ne nous battons pas, mais détruisons-les. De telles déclarations font le jeu de Daech » a commenté M. Chepa.

Selon le parlementaire, il est impossible de lutter contre les terroristes de manière pacifique. Il a également ajouté que la plupart des accords concernant la libération d'un grand nombre de localités en Syrie étaient conclus aujourd'hui. Des négociations sont également menées avec les différentes forces de l'opposition en Syrie.

« Mais avec Daech et le Front al-Nosra [rebaptisé Front Fatah al-Cham, ndlr], il n'y a pas de négociation, parce qu'ils ne veulent mener aucune négociation, entamer aucun processus de réconciliation, c'est pourquoi la seule façon de parler avec eux, c'est malheureusement par la force » a conclu le député. sputniknews.com 27.05

Des institutions corrompues à balayer !

Assistants parlementaires : Marielle de Sarnez visée par une enquête - LeParisien.fr

La classe politique française aurait-elle pris de (très) mauvaises habitudes ? L'affaire Fillon, ironiquement appelée Penelope Gate, a semé le trouble sur le travail réel des attachés... LeParisien.fr 30.05

Législatives : une candidate LREM de Seine-Saint-Denis accusée d'avoir loué un logement insalubre - LeParisien.fr

Une candidate de La République en marche pour les élections législatives à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) est accusée d'avoir mis en location un appartement dans un immeuble insalubre, durant cinq ans. Le parti d'Emmanuel Macron a précisé lundi soir avoir saisi le «comité d'éthique» pour examiner l'affaire concernant Véronique Avril, candidate dans la 2e circonscription de Seine-Saint-Denis.

Selon Mediapart, qui publie l'enquête, Véronique Avril a acheté en 2011 un appartement de 23 m² dans le centre de Saint-Denis, «alors que l'immeuble insalubre était déjà classé depuis des années en état de péril imminent» à la suite d'arrêtés pris en 2004 et 2008.

Cette chargée de mission à la Ville de Paris, ancien membre du Conseil d'administration de Médecins sans frontières, a notamment loué son bien «à une famille de cinq personnes», pour «650 euros (charges comprises)» par mois, «très au-dessus des tarifs pratiqués dans la ville», d'après le site d'information. LeParisien.fr 30.05

Affaire Ferrand : le document qui pourrait mettre à mal la version du ministre - Franceinfo

Me Alain Castel était intervenu dans l'affaire immobilière à l'origine de l'affaire qui place le ministre de la Cohésion des territoires en difficulté. L'ancien bâtonnier de Brest a livré son témoignage dans les colonnes du "Parisien".

Richard Ferrand avait-il un intérêt personnel dans l'opération immobilière conclue entre la mutuelle qu'il dirigeait et sa compagne propriétaire du local ? Le ministre de la Cohésion des territoires le nie, mais un document pourrait mettre à mal sa version. Il s'agit d'un compromis de vente daté de décembre 2010 dans lequel Richard Ferrand apparaît comme étant le premier à avoir voulu acheter le local en question. Et à l'époque, il est déjà question d'une SCI qui le remplacerait comme acquéreur. Cette SCI va être créée par sa compagne dans la foulée.

Si rien n'est illégal, la méthode étonne l'avocat du vendeur de l'époque. "C'est tout à fait choquant sur le plan moral", s'offusque Me Alain Castel dans les colonnes du Parisien, pour qui "ce montage permettait un enrichissement personnel de monsieur Ferrand et de sa compagne au détriment de la mutuelle" de Bretagne. Franceinfo 30.05

Affaire Ferrand : le document qui pourrait mettre à mal la version du ministre - Franceinfo

Me Alain Castel était intervenu dans l'affaire immobilière à l'origine de l'affaire qui place le ministre de la Cohésion des territoires en difficulté. L'ancien bâtonnier de Brest a livré son témoignage dans les colonnes du "Parisien". Franceinfo 30.05

- Ferrand déstabilisé par de nouvelles révélations - Reuters 30.05

Les affaires sont les affaires.

- Une députée, "désinvestie" pour son soutien à Macron, poursuit le PS - AFP 30.05

- Emploi d'assistants: Hortefeux et Alliot-Marie annoncent aussi une plainte contre une eurodéputée FN - AFP 30.05

- Sarnez visée par une enquête : le tweet de Bayrou qui choque les magistrats - LeParisien.fr 30.05

Mélenchoneries

Quand Mélenchon félicite Macron...

En marge du meeting, M. Mélenchon s'est étonné que M. Poutine soit reçu au château de Versailles par le président français. "C'est quand même le maximum qu'on puisse faire pour une visite d'Etat", a-t-il estimé, tout en félicitant de pouvoir établir un dialogue avec le dirigeant russe comme il l'avait prôné ces derniers mois. AFP 30.05

Macron l'homme du Pentagone et de Daesh

- Macron rencontre le chef de l'opposition syrienne, dit son soutien - Reuters

Emmanuel Macron a réaffirmé mardi son soutien à l'opposition syrienne lors de sa rencontre à Paris avec le coordinateur général du Haut Comité de l'opposition syrienne, Riyad Hijab, indique l'Ellysée.

Le chef de l'Etat français a rappelé lors de cet entretien "son engagement personnel sur le dossier syrien et son soutien à l'opposition syrienne en vue d'une transition politique en Syrie", précise la présidence française dans un communiqué.

La France, qui soutient l'opposition modérée en Syrie, a réclamé sans relâche ces dernières années le départ du président Bachar al Assad, qui bénéficie du soutien de ses alliés russe et iranien.

Lundi, lors d'une conférence de presse avec le président russe Vladimir Poutine, Emmanuel Macron a plaidé pour une transition démocratique en Syrie qui préserve "un Etat syrien", mettant en garde contre le risque d'un Etat failli. Reuters 30.05

- Polémique entre Mélenchon et Cazeneuve : l'ex-ministre a déposé plainte - Franceinfo

La polémique est partie d'une phrase lancée par Jean-Luc Mélenchon en déplacement à Montreuil (Seine-Saint-Denis) mercredi dernier et diffusée hier, dimanche 28 mai, dans l'émission "C'est politique" sur France 5. "Cazeneuve, le gars qui s'est occupé de l'assassinat de Rémi Fraisse, le gars qui a fait gazer, matraquer toutes les manifestations", s'est exclamé le leader de La France insoumise.

Jean-Luc Mélenchon fait référence à la mort de Rémi Fraisse en 2014, au cours d'affrontements près du chantier du barrage de Sivens. Ce jeune militant écologiste est tué par le jet d'une grenade, lancée par des gendarmes. Bernard Cazeneuve était alors le ministre de l'Intérieur.

Bernard Cazeneuve a annoncé dimanche soir sa décision de "porter plainte" contre Jean-Luc Mélenchon, après ses propos. "Coutumier de l'outrance et de l'abaissement du débat public, Jean-Luc Mélenchon a franchi la frontière de la diffamation. Par ses propos à mon sujet, il démontre que l'insulte est devenu son mode de pensée et d'expression", a réagi l'ancien ministre de l'Intérieur dimanche dans un communiqué.

Ce lundi, en déplacement près de Lyon (Rhône), il a confirmé avoir déposé plainte pour diffamation. Pour lui, le terme "assassinat" employé par Jean-Luc Mélenchon ne passe pas. Franceinfo 30.05

- Le PS dénonce des propos "diffamatoires" de Mélenchon envers Cazeneuve sur l'affaire Rémi Fraisse - Le Huffington Post

L'accusation ne passe pas du tout. Ce dimanche 28 mai, le Parti socialiste a dénoncé les propos "diffamatoires" et "provocateurs" de Jean-Luc Mélenchon envers Bernard Cazeneuve au sujet de l'affaire Rémi Fraisse. Lors d'un rassemblement de "La France insoumise" à Montreuil mercredi, l'ex-candidat à la présidentielle s'en était pris violemment à l'ancien Premier ministre, "le gars qui s'est occupé de l'assassinat de Rémi Fraisse", comme vous pouvez le voir dans notre vidéo en tête d'article.

"Jean-Luc Mélenchon s'en prend à l'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve avec des méthodes que ne réprouverait pas l'extrême droite sur internet", a dénoncé le Parti socialiste dans un communiqué publié ce dimanche soir. "Ces propos diffamatoires et volontairement provocateurs ne sauraient faire oublier que Jean-Luc Mélenchon n'a pas voulu prendre position contre Marine Le Pen au second tour de la présidentielle", ajoute le parti.

"Jean-Luc Mélenchon a sans doute gagné le premier prix de l'outrance à l'occasion du dernier dîner organisé par l'alliance bolivarienne, et s'en est trouvé grisé. On ne peut pas lui en vouloir, c'est tellement narcissisant", avait déjà regretté Bernard Cazeneuve vendredi dans une déclaration transmise à l'AFP.

Rémi Fraisse, un jeune militant écologiste, avait été tué en 2014 par le jet d'une grenade de gendarmes près du chantier controversé de retenue d'eau à Sivens dans le Tarn. Bernard Cazeneuve était alors ministre de l'Intérieur.

Pour n'avoir pas interdit l'emploi des grenades offensives, notamment, Cazeneuve qui était ministre de l'Intérieur à l'époque est responsable de la mort de ce manifestant, au même titre que Hollande et Valls.

En voilà un qui sait de quoi il parle.

- "C'est un tordu" : quand Patrick Mennucci parle de Jean-Luc Mélenchon - Franceinfo

Patrick Mennucci est le candidat du PS qui affrontera Jean-Luc Mélenchon lors des législatives

Ces officines aux intentions inavouables entre indicateurs, provocateurs ou procureurs au service de la réaction.

Ils peuvent interdire toutes les ONG, on ne les défendra pas.

- Un pique-nique contre la loi anti-ONG du gouvernement hongrois - euronews.com

Hier une centaine de personnes a pris place devant le Parlement de Budapest pour dénoncer le projet qui obligerait ces organisations à publier les noms de leurs donateurs étrangers.

Impensable pour un manifestant interrogé par euronews : "je pense que la Hongrie est fasciste et il faut y mettre un terme. Je crois que c'est la façon la plus pacifiste d'y parvenir." "La stigmatisation de ces organisations, et pas seulement la stigmatisation mais le listing de ces organisations, donne une vision future de la profonde crise démocratique de ce pays", selon Dóra Papp, directrice de la Fondation Krétakör. La Hongrie s'est attiré les foudres de ses partenaires européens avec des projets de réformes telles que celle-ci, mais rien ne semble arrêter le gouvernement conservateur de Viktor Orban selon notre correspondante, Andrea Hajagos : "le Conseil de l'Europe a appelé la Hongrie à suspendre le débat parlementaire sur l'amendement de cette loi, le mois dernier. euronews.com 30.05

Le président égyptien Sissi promulgue la loi sur les ONG - Reuters

Le président égyptien Abdel Fattah al Sissi a promulgué la loi qui encadre l'activité des organisations non gouvernementales (ONG) et qui, selon les associations de défense des droits de l'homme et les groupes caritatifs, entrave leurs actions, montre un décret présidentiel paru lundi.

Le texte, adopté en novembre par le Parlement, limite les activités des ONG aux seuls secteurs du développement et des questions sociales avec une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement en cas d'infraction.

Les militants des droits civiques affirment que l'arrivée au pouvoir d'Abdel Fattah al Sissi, ancien général devenu président en 2014, s'est traduite par une remise en cause de toutes les libertés gagnées grâce à la chute d'Hosni Moubarak en 2011.

En vertu de la nouvelle loi, les ONG ne peuvent mener un travail de terrain ou d'enquête d'opinion sans autorisation préalable ou "coopérer de quelque manière que ce soit avec des instances internationales sans l'accord nécessaire". Les 46.000 ONG présentes en Egypte disposent d'une année pour se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions.

Les associations de défense des droits de l'homme précisent que cette restriction concerne également toute collaboration avec les Nations unies.

Les ONG étrangères doivent désormais être contrôlées par une instance composée de représentants de l'armée, du renseignement et du ministère de l'Intérieur.

Les députés ont expliqué que ces restrictions étaient justifiées par la protection de la sécurité nationale.

Pour Mohamed Zaree, directeur du programme Egypte à l'Institut pour les études des droits de l'homme du Caire, cette loi est "la pire de l'histoire" et va concrètement empêcher les ONG d'accomplir leurs missions.

"L'Etat agit sans stratégie, ni vision", a dit Mohamed Zaree qui s'est déjà vu signifier une interdiction de sortie du territoire et dont l'organisation fait l'objet de poursuites "pour avoir reçu des fonds d'entités étrangères nuisant à la sécurité nationale".

Les associations apolitiques affirment être, elles aussi, pénalisées au moment où les subventions publiques sont réduites et où la hausse des prélèvements obligatoires menace leur survie financière.

Ces associations jouent depuis longtemps un rôle social important en Egypte, fournissant nourriture, habillement, soins médicaux et éducation dans un pays où des millions de personnes vivent avec moins de deux dollars par jour.

Selon la nouvelle loi, tout don supérieur à 10.000 livres égyptiennes (environ 550 dollars) doit faire l'objet d'une autorisation. Si cette autorisation n'est pas accordée dans un délai de 60 jours, le don est considéré comme automatiquement rejeté.

L'absence de déclaration de dons auprès de l'administration est passible d'une peine de prison de cinq ans et d'une amende d'un million de livres égyptiennes (550.000 dollars). Reuters 30.05

- Egypte 2,5 milliards d'aides sociales pour atténuer les effets de l'inflation - Liberation.fr

Le gouvernement égyptien a dévoilé lundi un programme d'aides sociales d'une valeur de 2,5 milliards de dollars qui entrera en vigueur dès le 1er juillet. Il prévoit des augmentations de salaires des fonctionnaires, une revalorisation de 15 % des retraites dont bénéficient 10 millions de personnes, ainsi qu'une hausse d'environ 30 % des subventions aux plus démunis (1,7 million de foyers). Mais aussi des réductions d'impôts pour 15 millions de familles. Depuis que les autorités ont libéré en novembre le taux de change de la livre égyptienne, dans le cadre d'un plan de réformes lié à l'obtention d'un prêt du FMI, le pays connaît une inflation de 33 % (44 % pour les denrées alimentaires). Liberation.fr 29.05

Il a osé un "rapprochement" avec la Russie...

- Aux Philippines, le «shérif» Duterte dépassé par les jihadistes de Maute - Liberation.fr

Le Président affronte à Marawi, dans le sud de l'archipel, un groupe virulent ayant fait allégeance à l'EI. Il pourrait en profiter pour étendre la loi martiale dans tout le pays. Liberation.fr 30.05

En oligarchie, ils osent tout. La provocation promue au rang de gouvernance d'Etat.

Le «candidat des médias» . Pas l'Agence Française de Propagande (AFP) de l'OTAN subventionnée par l'Etat.

- Macron qualifie deux télévisions publiques russes d'"organes de propagande" - AFP

Emmanuel Macron a assumé lundi l'exclusion des journalistes de Russia Today et Sputnik de son quartier général de la campagne présidentielle, accusant ces deux médias russes proches du Kremlin d'être des "organes d'influence", lors d'une conférence de presse...

Rédactrice en chef de RT : les déclarations du président Macron menacent la liberté d'expression

Alors que le locataire de l'Élysée s'en est pris à RT lors d'une conférence de presse commune avec Vladimir Poutine, à Versailles, plusieurs hauts responsables du média russe ont souhaité réagir.

«Russia Today et Sputnik ont été des organes d'influence et de propagande.» On savait les proches d'Emmanuel Macron peu friands de RT. Cette fois, c'est le président français lui-même qui s'est exprimé sur le sujet... devant Vladimir Poutine. Alors que les deux chefs d'État tenaient une conférence de presse commune à Versailles, le 29 mai, Xenia Fedorova, présidente de RT France, a interpellé le locataire de l'Élysée sur le refus de ses équipes de laisser des journalistes de RT accéder à son QG de campagne, au soir des premier et second tours de l'élection présidentielle.

«La totalité des journalistes étrangers, y compris russes, ont eu accès à ma campagne», a rétorqué le président français, avant de préciser : «Et à cela je ne céderai rien. Russia Today et Sputnik ne se sont pas comportés comme des organes de presse et des journalistes, mais ils se sont comportés comme des organes d'influence, de propagande, et de propagande mensongère, ni plus ni moins.»

Face à cette nouvelle banderille anti-RT, Xenia Fedorova a tenu à donner son point de vue : «Nous sommes très déçus par cette réponse. Nous ne nous attendions pas à ce que le président Macron continue de proférer ces accusations. Nos journalistes ont souffert de certaines pressions de la part de son équipe de campagne et pas une seule fois on ne nous a donné ne serait-ce qu'un exemple de la manière dont RT et RT France en particulier auraient agi afin de saboter sciemment sa campagne. De plus, le site de RT France est facilement accessible à tous et n'importe qui peut vérifier qu'aucun des articles qui traitent d'Emmanuel Macron ne peut permettre de dire que nous faisons de la propagande.»

La journaliste s'est notamment montrée inquiète des conséquences d'une telle réponse de la part d'Emmanuel Macron : «J'espère qu'il nous confond avec d'autres médias et qu'il n'est pas bien informé à ce sujet mais une telle réponse de sa part soulève des inquiétudes car nous avons des journalistes qui travaillent en France. Et nous pensons que dans un pays comme celui-ci, le pays de la liberté d'expression, il est préoccupant que l'on puisse nous refuser l'accès à certaines informations, ce qui ne nous permettrait pas de couvrir les événements de la meilleure des manières.»

Quant à Margarita Simonyan, rédactrice en chef de RT, elle a également rappelé qu'aucune preuve n'avait été fournie afin d'étayer ces accusations de propagande : «Il est très décevant que ce qui avait commencé comme une rencontre productive entre deux chefs d'État se soit transformée en une nouvelle occasion pour le président Macron de proférer des accusations sans fondement contre RT. Il se trouve que, malgré les nombreuses invectives adressées durant la campagne présidentielle, jusqu'à aujourd'hui, pas un seul exemple, pas une seule preuve que RT ait diffusé des fausses informations à propos d'Emmanuel Macron n'a été présentée. Ni par son équipe, ni par les médias mainstream qui ont aveuglément diffusé les accusations de l'équipe d'Emmanuel Macron contre RT. Le tout sans questionnement aucun et sans prendre la peine de vérifier ces attaques. En qualifiant de fausse information toute information avec laquelle il ne se montre pas d'accord, le président Macron pose les bases d'un dangereux précédent qui menace à la fois la liberté d'expression et le journalisme dans son ensemble.» AFP 30.05

- Le Kremlin en désaccord avec les accusations d'Emmanuel Macron contre Sputnik et RT - fr.sputniknews.com

Les autorités russes ne sont pas d'accord avec les accusations portées par le Président français Emmanuel Macron contre Sputnik et RT.

Le Kremlin n'est pas d'accord avec les accusations du Président français Emmanuel Macron qui a reproché à l'agence Sputnik et à la chaîne de télévision RT de diffuser des contrevérités, a déclaré à Versailles le porte-parole du Président russe Dmitri Peskov.

« Nous ne sommes pas d'accord avec cette position », a indiqué M. Peskov.

Le Président Macron avait antérieurement déclaré que les journalistes de Sputnik et de RT n'avaient pas eu accès à son état-major électoral pendant la récente présidentielle française parce qu'il considérait que ces médias diffusaient des contre-vérités.

Sputnik et RT ont rejeté de telles accusations à maintes reprises, appelant l'équipe de campagne de M. Macron à présenter des preuves attestant ses accusations. Toutefois, l'équipe d'Emmanuel Macron, qui avait menacé de présenter des preuves au Kremlin, n'a jamais su fournir aucun exemple des « fausses nouvelles » diffusées par les médias russes. fr.sputniknews.com 30.05

Commentaires d'internautes

1- En écoutant Macron, on dirait que c'est Erdogan furieux contre "les médias qui parlent contre lui"... ça va mal finir genre répression hallucinante des journalistes en Turquie. La Liberté d'expression est à risque avec Macron.

2- Les "occidentaux n'ont pas besoin de preuves puisque ce sont eux qui créent la vérité par le seul fait de la dire !

3- Les médias de presse ont l'entière liberté que leur octroie la laisse tenue par leurs propriétaires. Lorsqu'ils sont d'accords entre eux, cela donne l'honteuse campagne électorale que nous avons vécue. Notre jeune président parade, suivi de sa cour.

4- Ce qui a fait élire Macron, c'est la propagande. Ce discours qui consiste à accuser les autres de ce qu'on fait soi-même est actuellement très répandu. c'est tout à fait scandaleux comment les médias français et européens ont communiqué pendant la campagne présidentielle française.

5- Plaisantin! Ce sont les médias occidentaux qui ont relayé sans le moindre esprit critique la propagande mensongère contre Saddam Hussein, Kadafi et dernièrement Assad (avec ces armes chimiques a été immédiatement attribuée au gouvernement syrien sans la moindre enquête accréditant les accusations de ses ennemis).

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Palestine occupée

- Après un accord avec Israël, les prisonniers palestiniens cessent leur grève de la faim - LeFigaro.fr

Leur mouvement de contestation aura duré plus d'un mois. Plus de 800 Palestiniens détenus dans des prisons israéliennes ont mis la fin à leur grève de la faim entamée le 17 avril, ont annoncé samedi des sources palestiniennes et israéliennes. Les prisonniers protestaient afin d'améliorer leurs conditions de vie.

La grève a été suspendue à la suite d'un accord conclu entre les représentants des prisonniers et les autorités israéliennes, a indiqué à l'AFP le président du Club des prisonniers Qaddura Farès, et intervient le jour du début du ramadan, le mois de jeûne des musulmans.

L'accord prévoit que les prisonniers auront droit à deux visites par mois contre une avant le début de la grève. Cette revendication était l'une des principales présentées par les grévistes. En revanche, ces derniers n'ont pas obtenu la mise à leur disposition de téléphones publics dans les prisons comme ils le réclamaient, a précisé la porte-parole israélienne.

Initiée par Marwan Barghouti, cette grève de la faim entendait donner l'alerte sur les conditions de détention des 6500 Palestiniens incarcérés par Israël, dont des dizaines de femmes et d'enfants, et dénoncer le système judiciaire israélien appliqué aux Palestiniens des Territoires occupés. LeFigaro.fr 27.05

UE - Turquie

Confirmation. L'UE ou l'OTAN économique.

- L'UE propose un cadre pour relancer les relations avec la Turquie - Reuters

L'Union européenne a présenté à la Turquie un calendrier de 12 mois afin de relancer les relations mises à mal entre le bloc communautaire et les autorités turques, a annoncé le président Recep Tayyip Erdogan cité par le quotidien Hurriyet samedi.

Cette annonce a été faite par le chef de l'Etat turc dans l'avion le ramenant du sommet de l'Otan auquel il participait à Bruxelles.

L'UE et la Turquie ont convenu de donner un nouvel élan à leurs relations et les ministres turcs des Affaires étrangères et des Affaires européennes vont se pencher sur ce calendrier, a précisé Erdogan. Reuters 27.05